

Des milliers

Fuyant l'enfer des combats interethniques qui ravagent depuis quatre jours Kigali, la capitale, et qui auraient déjà fait des milliers de morts, cinq cent vingt-cinq des six cents Français expatriés ont réussi hier à quitter le Rwanda. Une opération organisée par les parachutistes français dépêchés de Centrafrique.

ENCORE sous le choc des événements sanglants dont ils ont été témoins depuis jeudi dernier à Kigali, les premiers Français rapatriés du Rwanda sont arrivés hier soir peu avant minuit, à l'aéroport de Roissy, après une escale à Bangui, en Centrafrique, alors que les massacres interethniques se poursuivaient dans les quartiers populaires de la capitale rwandaise dont les rues sont jonchées de cadavres, selon la correspondante de l'A.F.P.

En dépit d'un cessez-le-feu officiellement conclu hier matin à Kigali entre les Forces armées rwandaises et les rebelles du Front patriotique rwandais et annoncé par le colonel Luc Marchal, patron des casques bleus belges déployés au Rwanda, les combats à l'arme lourde reprenaient dans l'après-midi derrière l'hôtel Meridien, à la périphérie de Kigali où les affrontements sporadiques à la grenade et à l'arme automatique n'avaient d'ailleurs jamais cessé.

« Ils se sont battus à la machette »

Selon plusieurs témoignages, les membres de la minorité

tutsie continuaient également à être pourchassés jusque dans leurs maisons par des Hutus et tués ou portés à l'arme blanche. Les massacres auraient même gagné plusieurs villes de province comme Bugusera, à une centaine de kilomètres au sud-est de Kigali. « Les gens se sont battus à la machette », racontait ainsi une jeune femme, Christine Deryck, en précisant avoir personnellement compté une quarantaine de morts dans les rues de la ville.

« Il y a trop de cadavres dans les rues. [...] Nos équipes ne peuvent s'occuper en priorité que des blessés et des vivants », soulignait pour sa part un responsable du Comité international de la Croix-Rouge en poste à Kigali, confirmant ainsi les premières évaluations faites vendredi soir par le C.I.C.R. qui avait fait état de « plusieurs milliers de morts ».

Regroupés à l'école française

C'est dans ce contexte de terreur que la France tentait hier, comme la Belgique (l'ancienne puissance coloniale) et les Etats-Unis, d'évacuer ses ressortissants ainsi que tous les étrangers souhaitant fuir l'enfer des combats. Dépêchés dès samedi matin de Centrafrique, les parachutistes des 3^e et

8^e R.P.I.Ma sont ainsi « allés chercher les gens chez eux » et les ont regroupés sous bonne garde à l'école française de

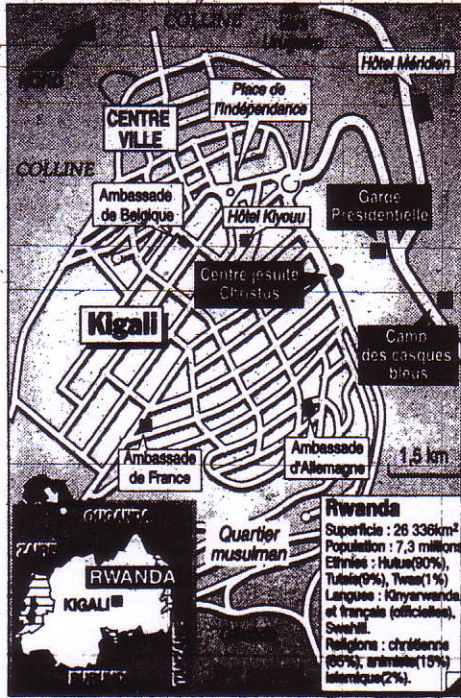
Kigali, avant de les évacuer vers l'aéroport. Ils ont vécu des journées d'angoisse « terrés chez eux, sans téléphone ni

électricité, au milieu des tirs », confiait le directeur de l'école, Alain Pierron.

« On peut être optimiste et tirer un grand coup de champagne à nos compatriotes qui ont fait preuve depuis trois jours d'un grand sang-froid et de beaucoup de courage », soulignait hier, midi à Paris le ministre de la Coopération Michel Roussin, en espérant que la totalité de nos ressortissants pourraient être évacués sans encombre.

« Nous avons plus de cinq cents personnes sur place et cinq avions de transport militaires, expliquait le ministre. Avec ces moyens, nous pensons que nos six cents compatriotes pourront être totalement évacués dans la journée. »

De fait, le Quai d'Orsay faisait savoir dans la soirée qu'au total, 525 Français avaient déjà quitté effectivement le Rwanda » par route ou par avion vers Bangui ou Bujumbura, au Burundi voisin. Les parachutistes français ont même réussi à aller chercher et à sauver 88 enfants à l'orphelinat de Massaka, dont certains devraient être adoptés par des familles françaises.



« C'est un véritable génocide »

JOURNALISTE à Radio France internationale et spécialiste du Rwanda, dont elle est originaire, Madeleine Mukamabano analyse l'actuel déchaînement de violence à Kigali qui, selon elle, ne s'apparente pas uniquement à un conflit ethnique même si les Hutus se livrent à

des massacres à l'encontre de la minorité tutsie.

— Quel différend oppose les ethnies hutus (largement majoritaires au Rwanda) et tutsie ?

Madeleine Mukamabano. — Ce qui se passe à Kigali n'est pas du tout un conflit ethnique. Certes, la garde prési-

dentielle et les milices comme le Comité de défense de la République — qui sont composées à 100 % de Hutus — se livrent à des massacres à l'encontre de la minorité tutsie, mais ils tuent aussi des personnalités politiques hutus comme le Premier ministre et tous les chefs des partis de l'opposition qui s'étaient ral-

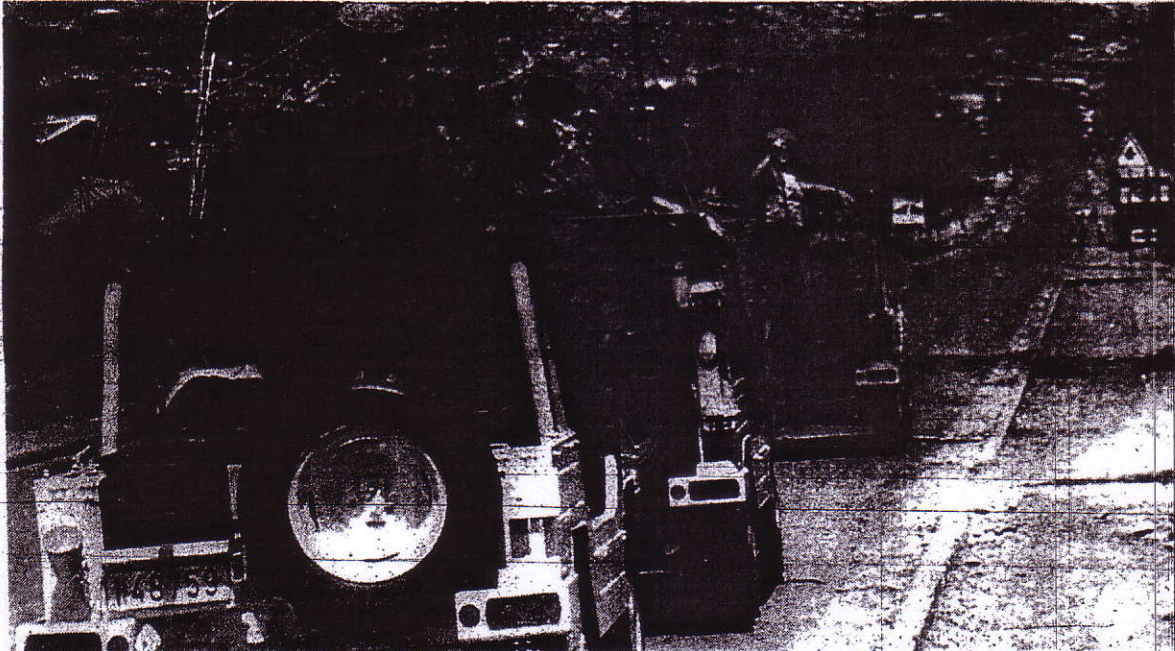
liés à l'idée d'un gouvernement d'union nationale. Ils tuent en réalité tous ceux qui œuvraient pour l'ouverture politique du pays et le partage du pouvoir. C'est l'occasion pour eux d'éliminer tous les partisans de la démocratie et de liquider définitivement, dans la foulée, tous les Tutsis, en commettant un véritable génocide.

— Que représente le Front patriotique rwandais (F.P.R.) dont les troupes marchent actuellement sur le capitale ?

— Le F.P.R. qui est une organisation multi-ethnique même si son président est un Hutu, disposerait de 10 000 à 20 000 hommes. A l'inverse du nouveau gouvernement qui vient de s'autoproclamer à Kigali et qui est composé des membres les plus extrémistes de l'ex-parti unique, les rebelles du F.P.R. souhaitent toujours l'application des accords de paix signés en août dernier à Arusha, en Tanzanie, avec le pouvoir. Ils ont décidé de marcher sur Kigali pour ne pas laisser les populations civiles se faire massacrer en se croisant les bras comme l'ont fait l'armée rwandaise ou les casques bleus de la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) qui n'ont pas bougé.

— La passivité des 2 500 casques bleus présents au Rwanda face aux massacres a choqué l'opinion publique...

— C'est vrai, mais que pouvaient-ils faire ? On a tué une dizaine de casques bleus belges qui tentaient, en vain, de protéger le Premier ministre. C'est comme en Bosnie, les casques bleus sont aussi désarmés et impuissants et le resteront tant que leur mission d'interposition ne sera pas redéfinie. Hier, la Minuar a cependant réussi à négocier un cessez-le-feu à Kigali.



Aux côtés des forces gouvernementales, les casques bleus patrouillent ce week-end dans les faubourgs de Kigali, la capitale du Rwanda, où se sont déroulés de nombreux massacres. (Photo A.F.P.)

Propos recueillis par Bruno Funecchi